



OFFRE D'EMPLOI

Chargée de projet – Accompagnement socio-judiciaire des victimes de violence conjugale

Vous êtes passionnée par la défense de droits? Vous avez une excellente connaissance du système judiciaire?
Vous êtes féministe et intéressée à vous joindre à une équipe dynamique,
engagée dans la lutte contre la violence conjugale?

Cette offre d'emploi pourrait vous intéresser !

Le **Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale** regroupe 47 maisons d'aide et d'hébergement réparties sur le territoire québécois. Il intervient auprès des instances politiques pour défendre les droits et intérêts des femmes et des enfants violentés et accroître leur sécurité. Il développe des stratégies de sensibilisation pour mieux comprendre, dépister et agir en matière de violence conjugale. Il soutient le développement de ses maisons membres et les représente auprès des instances publiques et gouvernementales.

SOMMAIRE DU POSTE

La titulaire du poste sera chargée de la mise en œuvre d'un projet de 3 ans visant à consolider et pérenniser l'accompagnement socio-judiciaire offert aux femmes victimes de violence conjugale dans les maisons d'aide et d'hébergement. Dans cette perspective, elle assurera un rôle de conseillère pour soutenir le travail d'accompagnement des intervenantes des maisons. Elle devra planifier et animer des activités permettant à ces dernières d'échanger sur leurs pratiques, d'actualiser leurs connaissances juridiques (notamment au regard des transformations majeures du système de justice au cours des dernières années) et de créer des liens de collaboration avec des acteurs socio-judiciaires.

PRINCIPALES RESPONSABILITÉS

- Mettre sur pied, coordonner et animer un comité orienteur composé d'intervenantes des maisons membres et de partenaires du milieu socio-judiciaire.
- Conseiller les intervenantes des maisons membres sur les pratiques gagnantes en matière d'accompagnement socio-judiciaire.
- Analyser les besoins de formation en regard d'un tronc commun de connaissances juridiques à acquérir ou consolider.
- Actualiser ou développer des contenus de formation en réponse aux besoins identifiés et en assurer la dispensation.
- Concevoir des outils concrets en complément aux activités de formation : fiches synthèses vulgarisées, guide d'accompagnement en contexte judiciaire, capsules vidéo, etc.
- Concevoir des modules de formation en ligne (format asynchrone).
- Créer et animer une communauté de pratique provinciale entre les maisons et des partenaires.
- Mettre en place un programme de mentorat entre intervenantes.

EXIGENCES

- Diplôme d'études universitaires dans une discipline pertinente (idéalement en droit/sciences juridiques)
- Minimum de trois années d'expérience dans un poste similaire
- Connaissance des enjeux socio-judiciaires en matière de violence conjugale
- Expérience significative en développement de contenu et d'outils de formation
- Capacité d'animation
- Esprit de synthèse, d'analyse et de vulgarisation
- Excellentes habiletés communicationnelles, orales et écrites
- Rigueur, diplomatie et aisance à travailler en équipe
- Capacité à mobiliser des partenaires et favoriser des liens de collaboration
- Bonne connaissance de l'anglais (écrit, lu et parlé)
- Facilité à se déplacer dans différentes régions du Québec

ATOUT

- Membre du Barreau du Québec
- Grand intérêt à travailler dans une organisation féministe de lutte contre la violence conjugale.
- Expérience de travail dans une maison d'aide et d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale

CONDITIONS

- Poste contractuel de 4 ou 5 jours/semaine (à discuter)
- Salaire : entre 36\$ et 38,50\$/heure + avantages sociaux (selon l'expérience)
- Horaire flexible
- Lieu de travail : Montréal - Quartier Parc-Extension (près du métro Parc) et télétravail
- Entrée en fonction souhaitée : début avril 2026
- Durée du contrat : 3 ans

Si vous avez de l'intérêt pour ce poste, faites parvenir votre CV et **lettre de motivation** à strottier@maisons-femmes.qc.ca, au plus tard le **12 mars 2026 à 12h**.

Veillez prendre note que les entrevues auront lieu le 18 ou 19 mars 2026.

Nous encourageons fortement les femmes à la croisée des oppressions à poser leur candidature et à en faire mention dans leur lettre. À compétences équivalentes, leur candidature sera priorisée. Nous remercions toutes les femmes qui déposeront leur candidature. Cependant, seules celles retenues pour une entrevue seront contactées.